

Les Malgaches ne se sentent pas en sécurité et doutent sur le professionnalisme des forces de l'ordre

Dépêche No. 572 d'Afrobarometer | Ny Andraina Andriamanantena, Manitra Raolonarivo et Léa Razafindrazaka Rakotondraibe

Résumé

Alors qu'elle est supposée être une institution qui assure la sécurité des biens et des personnes, la police nationale malgache se trouve parfois qualifiée d'ennemi plutôt que de protectrice du peuple (Athanase, 2022 ; Bill, 2015 ; Aliénor, 2014). Corruption, abus de pouvoir, usage excessif de force et non-respect des droits des citoyens sont des mots parfois associés aux forces de l'ordre à Madagascar (Na, 2022 ; Xinhua News, 2019).

Un cas récent ne fait qu'alimenter la chronique des violations des droits humains par les forces de l'ordre sur l'île : En août 2022, la gendarmerie ouvre le feu sur la population lors d'une protestation dans le district d'Ikongo, faisant 19 morts et 28 blessés (Bendhaou, 2022 ; Devoir, 2022).

Parallèlement aux bavures des forces de l'ordre, des situations d'insécurité telles que les agressions, vols et assassinats font partie du quotidien des Malgaches ces derniers temps (Caramel, 2022). Comme les abus des forces de l'ordre, ces crimes restent souvent impunis malgré les multiples appels à la justice des citoyens et des organisations de la société civile. Cette situation affecte la confiance des citoyens envers les forces de l'ordre et met en cause la capacité de l'État à garantir la sécurité dans le pays (Amnesty International, 2019).

Cette dépêche rend compte d'un module d'enquête spécial inclus dans le questionnaire Afrobarometer Round 9 pour explorer les expériences et les évaluations des Africains sur le professionnalisme de la police.

À Madagascar, les citoyens offrent une évaluation mitigée de leurs forces de l'ordre. Moins de la moitié des Malgaches estiment que ces derniers adoptent souvent une conduite professionnelle et respectent les droits de tous les citoyens. Des minorités importantes affirment que les policiers/gendarmes utilisent parfois une force excessive avec les criminels et lors des manifestations, et la majorité pensent qu'ils arrêtent les conducteurs sans raison valable.

La majorité des citoyens déclarent s'être sentis en insécurité dans leurs quartiers et leurs maisons au cours des 12 derniers mois, et ils sont majoritaires à désapprouver la performance du gouvernement en matière de réduction de la criminalité.

Parmi ceux qui ont eu recours à l'assistance de la police, la majorité estiment qu'il est difficile d'obtenir cette assistance, et la moitié disent qu'ils ont dû payer un pot-de-vin.

Une forte minorité de répondants pensent que « la plupart » ou « tous » les policiers/gendarmes sont corrompus, et la confiance en ces derniers divise les Malgaches.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Huit rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 39 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2022) sont en cours. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer à Madagascar, conduite par le cabinet COEF Ressources, s'est entretenue avec 1.200 adultes malgaches en avril-mai 2022. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées à Madagascar en 2005, 2008, 2013, 2015 et 2018.

Résultats clés

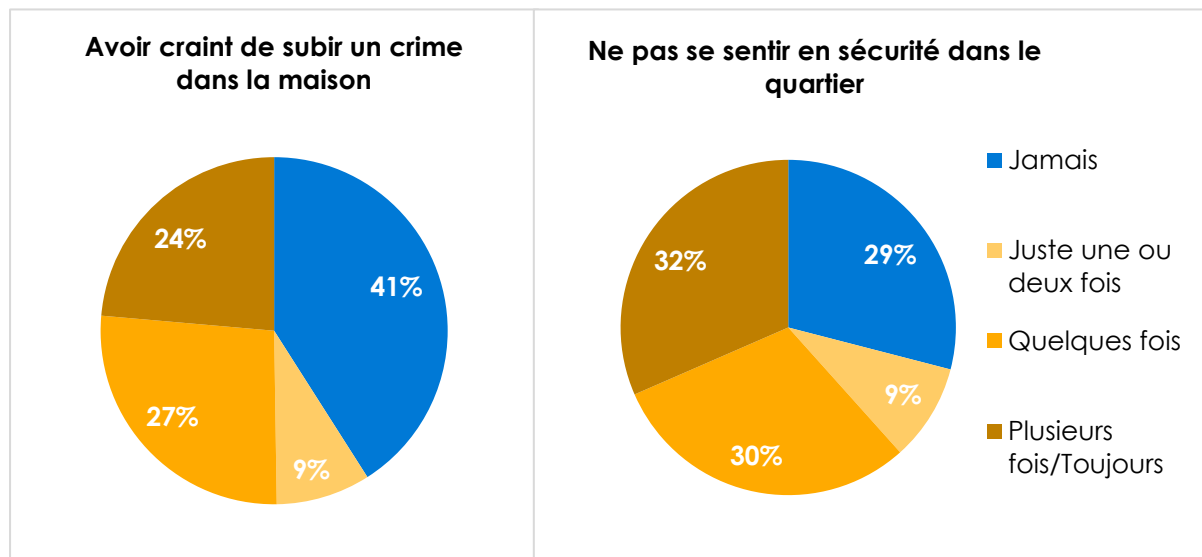
- La majorité des Malgaches déclarent s'être sentis en insécurité dans leur quartier (71%) et avoir eu peur de criminalité dans leur maison (59%) au cours de l'année précédente.
- Plus de quatre Malgaches sur 10 pensent que la police utilise « parfois », « souvent » ou « toujours » une force excessive avec les criminels (41%) et lors des manifestations (42%). Près de la moitié (48%) des répondants estiment qu'elle s'engage « parfois », « souvent » ou « toujours » dans des activités criminelles.
 - La majorité (58%) des répondants affirment que les forces de sécurité arrêtent « souvent » ou « toujours » les conducteurs sans raison valable.
- Plus de quatre citoyens sur 10 (44%) estiment que les forces de l'ordre agissent « souvent » ou « toujours » de manière professionnelle et respectent les droits de tous les citoyens. Le quart (26%) des Malgaches affirment qu'un tel comportement est rare ou inconnu.
- La majorité (55%) des Malgaches désapprouvent la performance du gouvernement en matière de réduction de la criminalité.
- Deux citoyens sur 10 disent avoir eu recours à l'assistance de la police (7%) ou avoir eu affaire à la police dans d'autres situations (12%) au cours de l'année précédente.
 - Parmi les citoyens qui ont demandé l'aide de la police, 63% disent qu'il a été difficile d'obtenir l'aide dont ils avaient besoin, et 49% disent qu'ils ont dû payer un pot-de-vin.
 - Parmi ceux qui ont rencontré la police dans d'autres situations, 48% disent avoir dû verser un pot-de-vin pour éviter des ennuis.
- Environ quatre Malgaches sur 10 (42%) pensent que « la plupart » ou « tous » les policiers et gendarmes sont corrompus.
- La moitié des citoyens malgaches déclarent faire « partiellement » (32%) ou « beaucoup » (18%) confiance à la police/gendarmerie. La part des citoyens qui déclarent ne pas « du tout » faire confiance à la police/gendarmerie a doublé depuis 2005 (11%) malgré une chute de 13 points de pourcentage entre 2014 (35%) et 2022 (22%).

Sentiment de sécurité

L'insécurité est prépondérante à Madagascar. Sept Malgaches sur 10 (71%) affirment ne pas s'être sentis en sécurité dans leur quartier au moins une fois durant les 12 derniers mois, dont 62% qui déclarent s'être sentis en insécurité « quelques fois », « plusieurs fois » ou « toujours » (Figure 1).

Pareillement, six citoyens sur 10 (59%) ont craint de subir un crime dans leur propre maison, dont 50% qui ont ressenti cette peur de façon régulière.¹

Figure 1 : Sentiment d'insécurité | Madagascar | 2022



Questions posées aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille : Ne vous êtes pas sentis en sécurité dans votre quartier ? Avez-vous craint de subir un crime dans votre propre maison ?

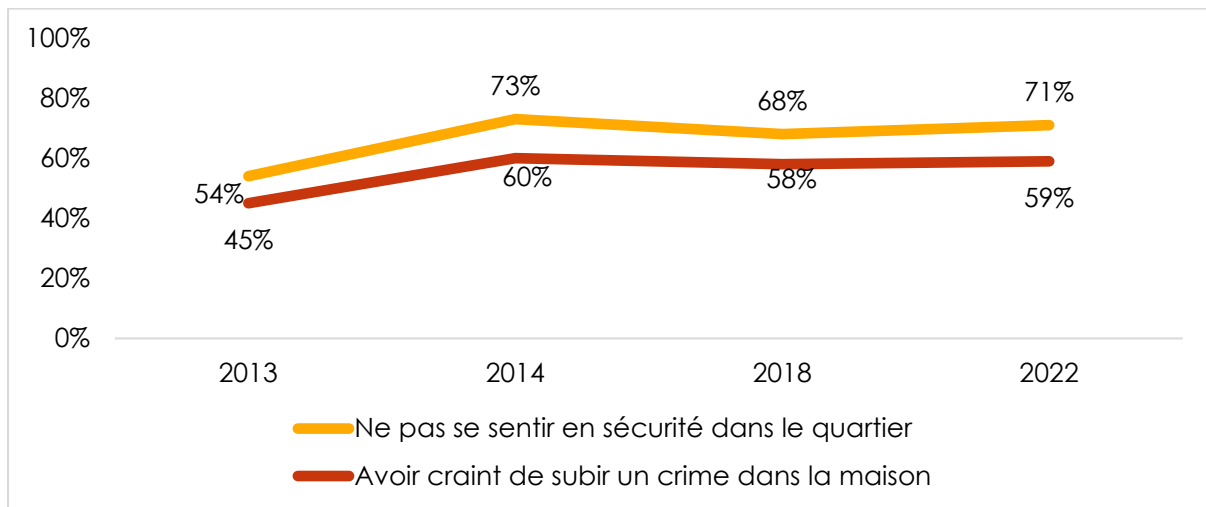
La proportion de Malgaches qui déclarent ne pas s'être sentis en sécurité dans leur quartier au moins une fois s'est accrue de 17 points de pourcentage depuis 2013 (Figure 2). La peur de subir un crime chez soi, quant à elle, a connu une progression de 14 points de pourcentage courant la même période.

Ces expériences d'insécurité sont à peu près les mêmes dans les groupes démographiques clés mais diffèrent considérablement en fonction du niveau de pauvreté vécue.² Elles augmentent avec le niveau de pauvreté vécue des citoyens : Les moins nantis sont plus susceptibles de se sentir en insécurité dans leur quartier (76% vs. 68%) et de craindre la violence à domicile (74% vs. 46%) que leurs homologues les plus nantis (Figure 3).

¹ En raison de l'arrondissement, les pourcentages des catégories combinées pourraient légèrement différer de la somme des sous-catégories arrondies.

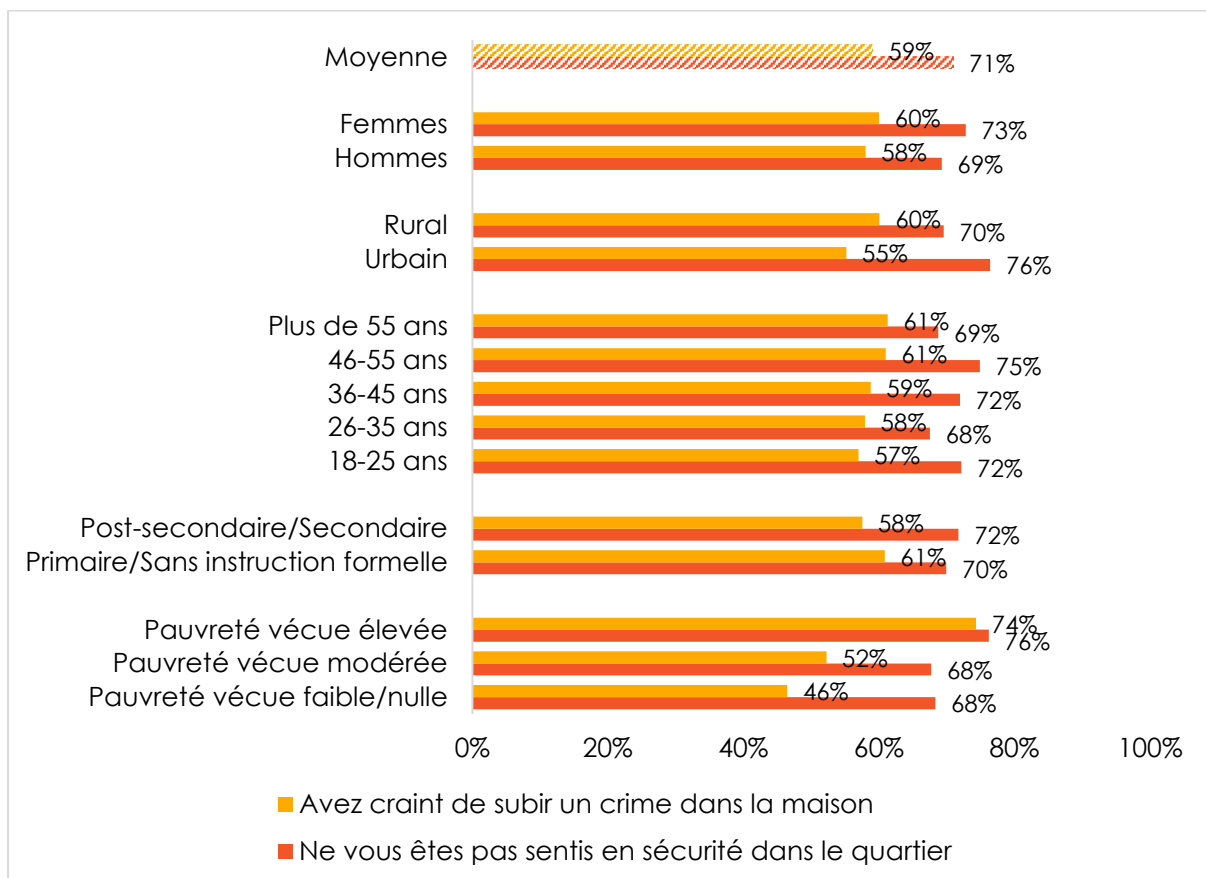
² L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes (2020) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Figure 2 : Sentiment d'insécurité | Madagascar | 2013-2022



Questions posées aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille : Ne vous êtes pas sentis en sécurité dans votre quartier ? Avez-vous craint de subir un crime dans votre propre maison ? (% qui disent « juste une ou deux fois », « quelque fois », « plusieurs fois » ou « toujours »)

Figure 3 : Sentiment d'insécurité | par groupe démographique | Madagascar | 2022



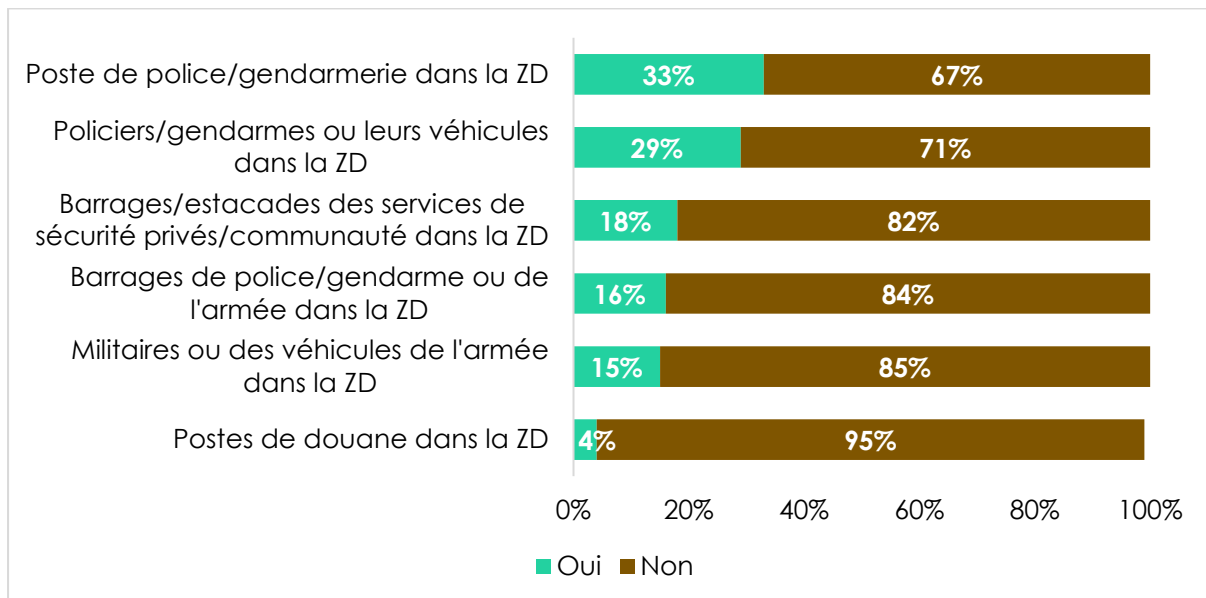
Questions posées aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille : Ne vous êtes pas sentis en sécurité dans votre quartier ? Avez-vous craint de subir un crime dans votre propre maison ? (% qui disent « juste une ou deux fois », « quelque fois », « plusieurs fois » ou « toujours »)

Proximité de la police

Un des facteurs qui peut affecter le sentiment de sécurité de la population est l'absence ou la présence de forces de sécurité au niveau des localités. Dans la phase de collecte de données sur le terrain, les équipes d'Afrobarometer font des observations dans chaque zone de dénombrement (ZD) qu'elles visitent sur les services et les installations disponibles dans la zone. Comme les ZD visitées sont sélectionnées pour représenter la population du pays dans son ensemble, ces données fournissent des indicateurs fiables de la disponibilité de ces infrastructures et services.

A Madagascar, les équipes ont constaté la présence d'un poste de police ou de gendarmerie dans ou à proximité de 33% des ZD visitées. Des policiers, des gendarmes ou leurs véhicules ont également été vu dans 29% des ZD. Par contre, d'autres activités relatives à la sécurité ont été moins aperçues, notamment les barrages ou les estacades des services de sécurité privés ou communautaires (18%), les barrages de police ou de l'armée (16%), les militaires ou des véhicules de l'armée (15%) ou encore les postes de douane (4%) (Figure 4).

Figure 4 : Présence de la police dans la ZD | Madagascar | 2022



Questions posées aux enquêteurs :

Les infrastructures suivantes sont-elles disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement ou à distance de marche de celle-ci : Poste de police/gendarmerie ? Dans la ZD, avez-vous (ou l'un de vos collègues) vu : Des policiers ou des véhicules de police/gendarmerie ? Des militaires ou des véhicules de l'armée ? Des barrages routiers mis en place par la police/gendarmerie ou l'armée ? Des postes de douane ? Des barrages ou estacades mis en place par des services de sécurité privés ou par la communauté locale ?

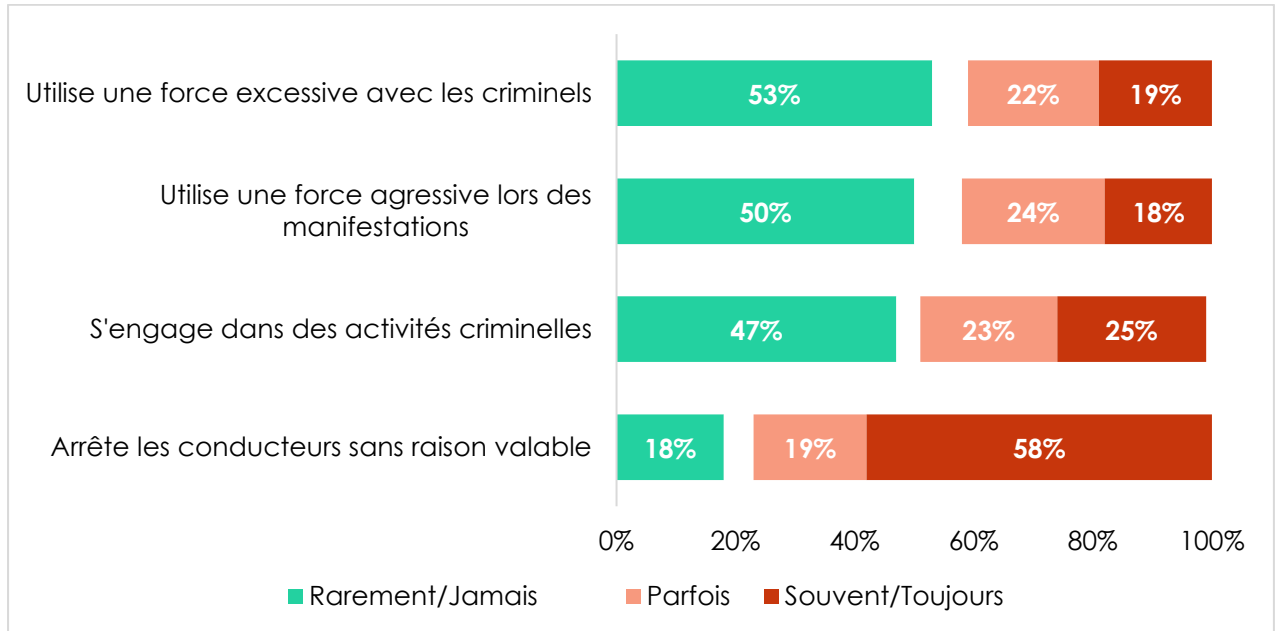
Brutalité et conduite policières

La brutalité policière désigne les diverses violations des droits humains par les forces de police. Il se caractérise souvent par l'usage excessif de la violence sur les suspects et les manifestants (Amnesty International, 2022). Selon la récente enquête d'Afrobarometer, plus de quatre Malgaches sur 10 pensent que la police utilise « parfois », « souvent » ou « toujours » une force excessive avec les criminels (41%) et lors des manifestations (42%).

Près de la moitié (48%) estiment qu'elle s'engage « parfois », « souvent » ou « toujours » dans des activités criminelles (Figure 5). Par ailleurs, la majorité (58%) des répondants affirment que les forces de sécurité arrêtent « souvent » ou « toujours » les conducteurs sans raison valable.

Dans l'ensemble, plus de quatre Malgaches sur 10 (44%) estiment que la police agit « souvent » ou « toujours » de manière professionnelle et respecte les droits de tous les citoyens, tandis que le quart (26%) pensent qu'elle adopte « rarement » ou « jamais » un tel professionnalisme (Figure 6).

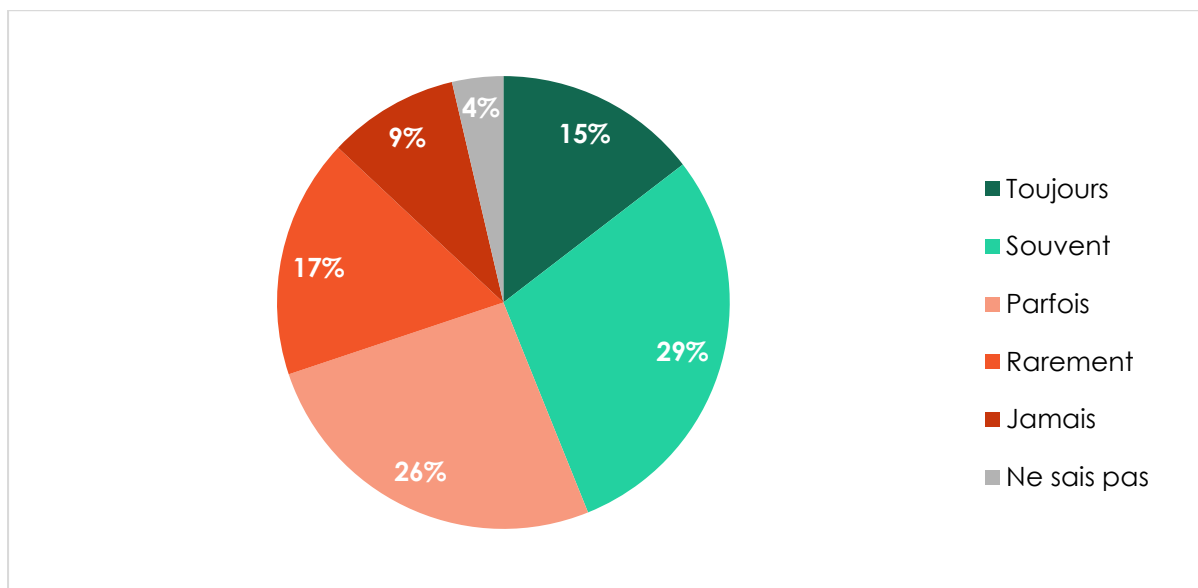
Figure 5 : Brutalité et conduites inappropriées de la police | Madagascar | 2022



Questions posées aux répondants : À votre avis, à quelle fréquence la police à Madagascar :

- Arrête les conducteurs sans une raison valable ?
- Utilise une force agressive pour gérer les manifestations ?
- Utilise une force excessive pour gérer les criminels ?
- S'engage dans des activités criminelles ?

Figure 6 : La police agit-elle de façon professionnelle et respecte-t-elle les droits de tous les citoyens ? | Madagascar | 2022

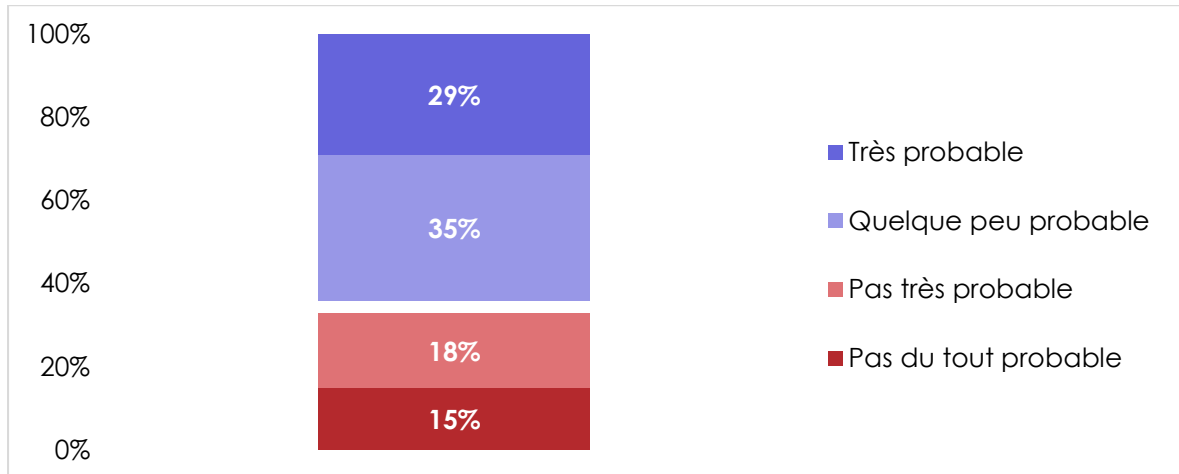


Question posée aux répondants : À votre avis, à quelle fréquence la police à Madagascar agit de façon professionnelle et respecte les droits de tous les citoyens ?

Le traitement de la violence basée sur le genre (VBG) est l'un des domaines dans lequel la police malgache assure son professionnalisme aux yeux des citoyens. En effet, la majorité des répondants estiment qu'il est « quelque peu probable » (35%) ou « très probable » (29%) que la police prenne au sérieux la plainte de toute victime de VBG qui se présente à elle (Figure 7).

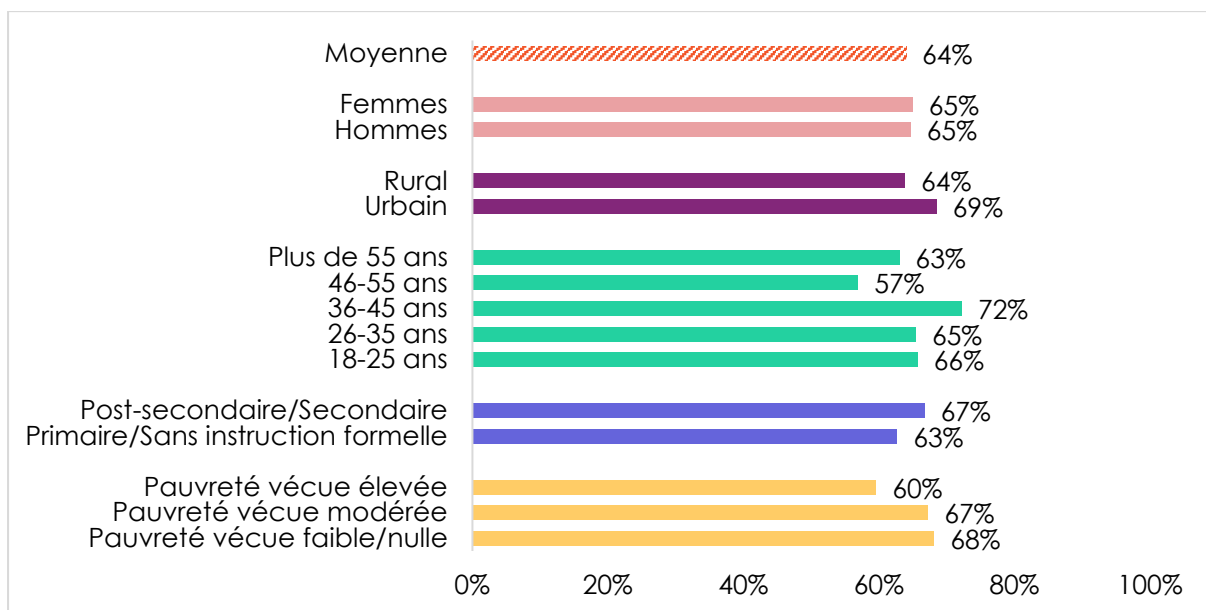
La probabilité que la police prenne au sérieux les plaintes pour VBG est élevée à travers les groupes démographiques clés mais l'est moins chez les citoyens moins nantis (60%) (Figure 8).

Figure 7 : Prise au sérieux des plaintes sur les VBG par la police | Madagascar | 2022



Question posée aux répondants : Si une femme de votre communauté se présente à la police pour signaler un incident de violence fondée sur le sexe, par exemple, pour signaler un viol ou une violence conjugale, dans quelle mesure est-il probable ou improbable que les choses suivantes se produisent : Sa situation sera prise au sérieux par la police ?

Figure 8 : Prise au sérieux des plaintes sur les VBG par la police | par groupe démographique | Madagascar | 2022



Question posée aux répondants : Si une femme de votre communauté se présente à la police pour signaler un incident de violence fondée sur le sexe, par exemple, pour signaler un viol ou une violence conjugale, dans quelle mesure est-il probable ou improbable que les choses suivantes se produisent : Sa situation sera prise au sérieux par la police ? (% qui disent « quelque peu probable » ou « très probable »)

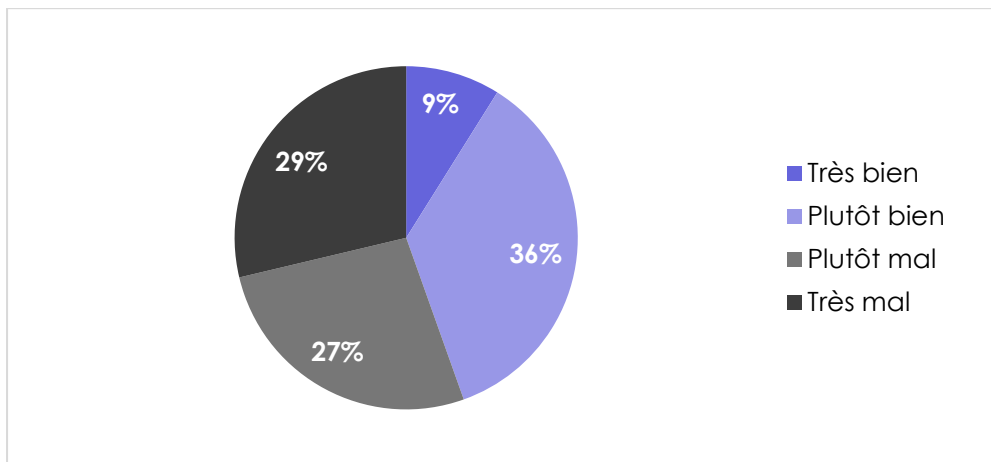
Lutte contre la criminalité

Même si les évaluations citoyennes du comportement des forces de l'ordre sont plus positives que négatives, ils n'approuvent pas les réponses qu'elles apportent au problème de la criminalité. La majorité (55%) des répondants disent que le gouvernement gère « plutôt mal » ou « très mal » la réduction de la criminalité (Figure 9).

Cependant, la proportion des répondants qui approuvent la performance du gouvernement dans la lutte contre la criminalité a plus que doublé depuis 2018, passant de 22% à 45% (Figure 10).

Figure 9 : Performance du gouvernement dans la réduction de la criminalité

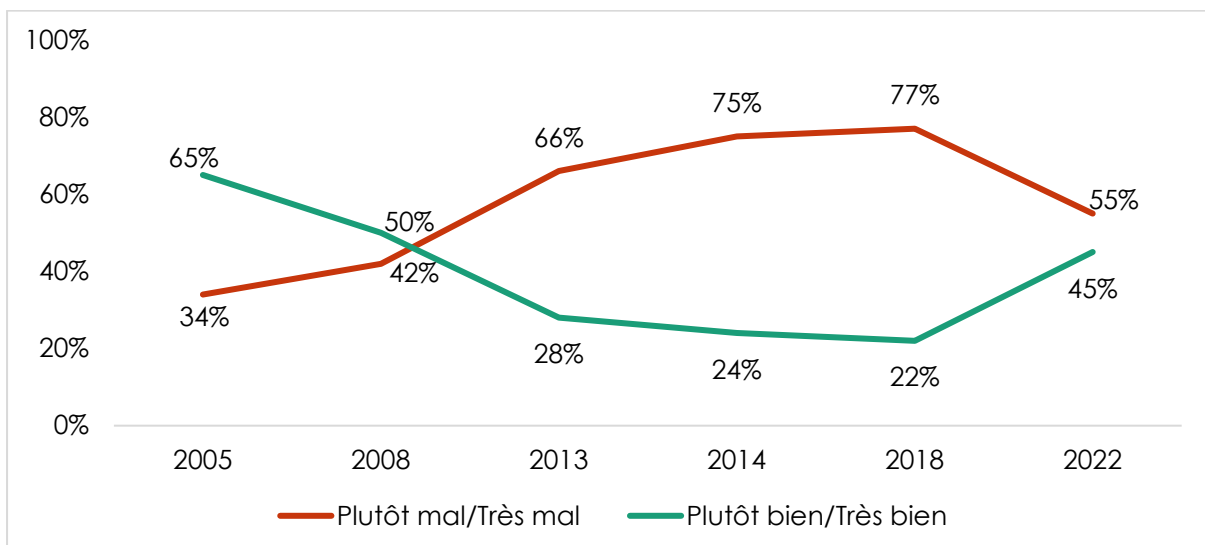
| Madagascar | 2022



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la réduction de la criminalité, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Figure 10 : Performance du gouvernement dans la réduction de la criminalité

| Madagascar | 2005-2022

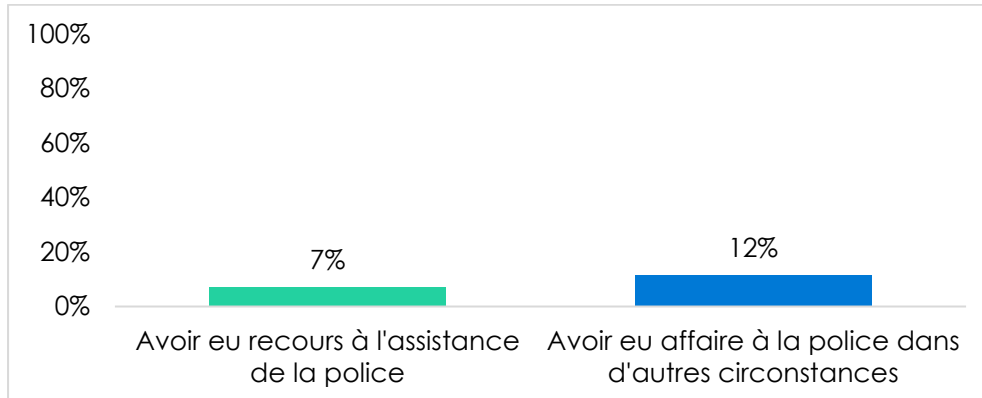


Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la réduction de la criminalité, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Contact avec la police

À quelle fréquence les Malgaches ont-ils affaire aux forces de sécurité dans leur vie quotidienne ? Selon les résultats de l'enquête, durant les 12 derniers mois, 7% de la population ont eu recours à l'assistance de la police, et 12% ont eu affaire avec celle-ci dans d'autres situations comme les postes de contrôle, au cours des arrêts de contrôle d'identité ou lors d'une enquête (Figure 11).

Figure 11 : Contact avec la police | Madagascar | 2022



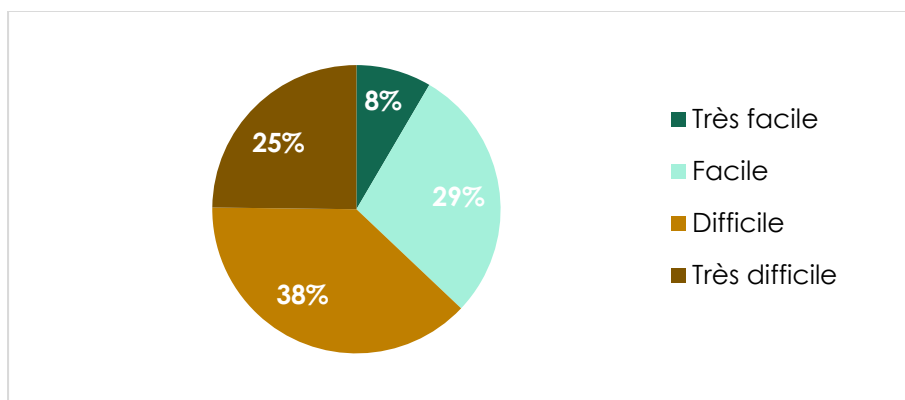
Questions posées aux répondants :

Pendant les 12 derniers mois, avez-vous eu recours à l'assistance de la police ?

Pendant les 12 derniers mois, combien de fois avez-vous eu affaire à la police dans d'autres situations, comme les postes de contrôle, au cours des arrêts de contrôle d'identité, ou lors d'une enquête ?

Obtenir l'assistance de la police n'est pas aisée, selon les Malgaches. Parmi les individus ayant eu recours à l'assistance de la police au cours des 12 derniers mois, plus de six sur 10 (63%) disent que c'était « difficile » ou « très difficile » de l'obtenir (Figure 12).

Figure 12 : Facilité d'obtenir l'assistance de la police | Madagascar | 2022

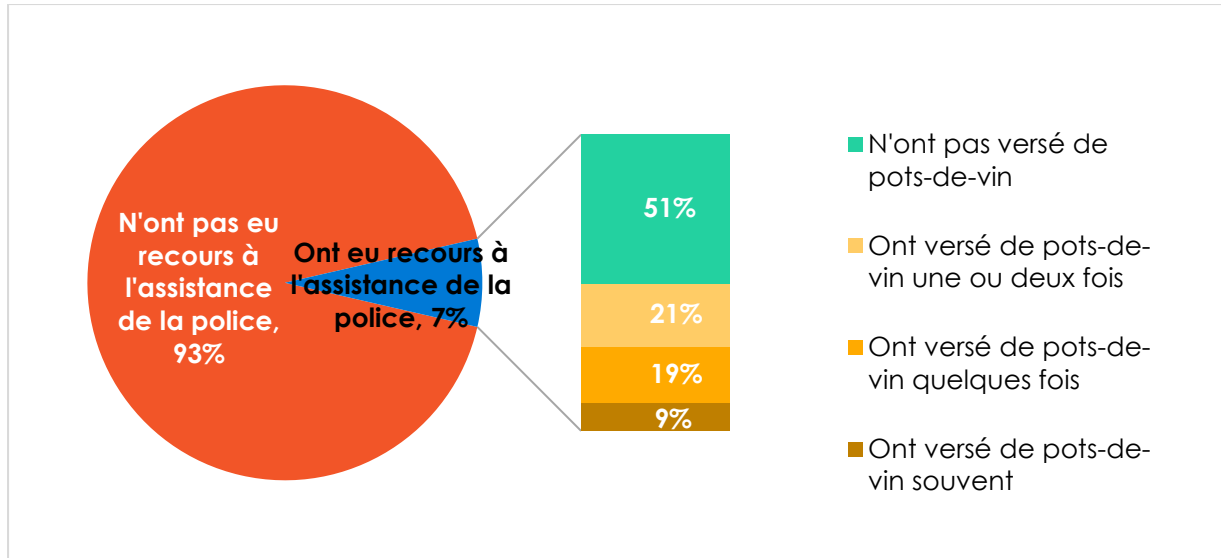


Question posée aux répondants qui ont eu recours à la police : *Était-ce facile ou difficile d'obtenir l'assistance dont vous aviez besoin ? (Les répondants qui n'ont pas eu recours à l'assistance de la police sont exclus.)*

La moitié environ (49%) des citoyens ayant eu recours à l'assistance de la police affirment avoir payé de pots-de-vin pour obtenir ce dont ils avaient besoin, y compris 9% qui l'ont fait « souvent » (Figure 13).

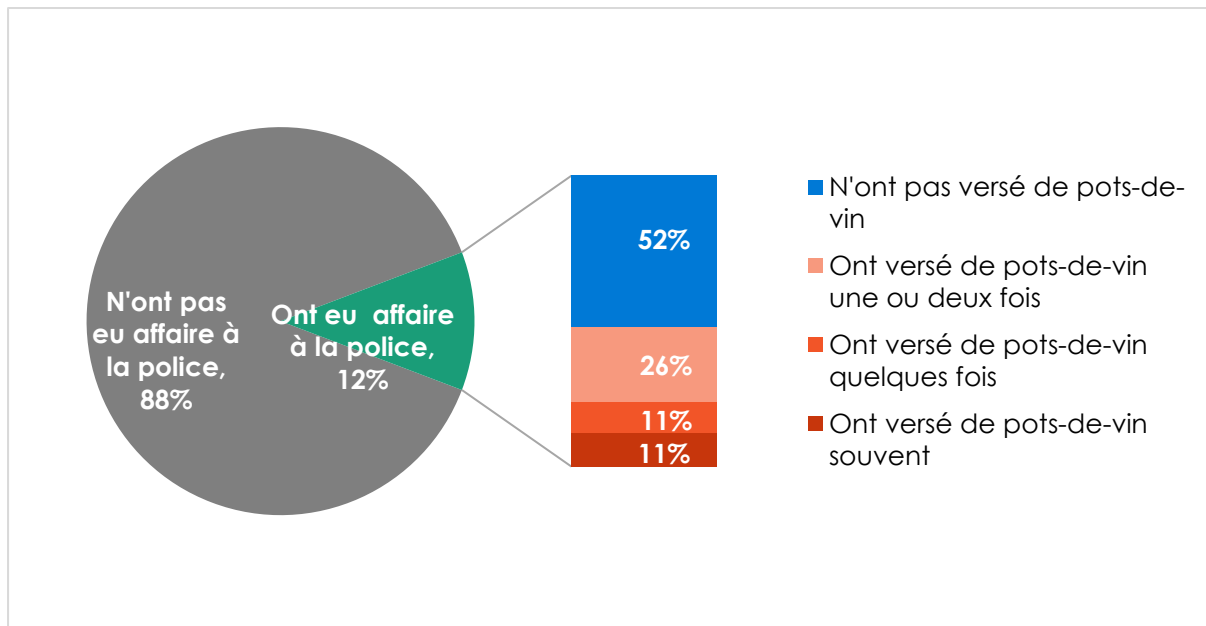
Pareil pour les personnes ayant eu contact avec la police dans d'autres situations : 48% disent qu'ils ont versé un pot-de-vin au moins une fois, dont 11% « souvent », pour éviter des difficultés (Figure 14).

Figure 13 : Paiement de pots-de-vin pour avoir l'assistance de la police
 | Madagascar | 2022



Question posée aux répondants qui ont eu recours à la police : Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de police afin d'obtenir l'assistance dont vous aviez besoin ? (Les répondants qui n'ont pas eu recours à l'assistance de la police sont exclus.)

Figure 14 : Paiement de pots-de-vin pour éviter des difficultés avec la police
 | Madagascar | 2022



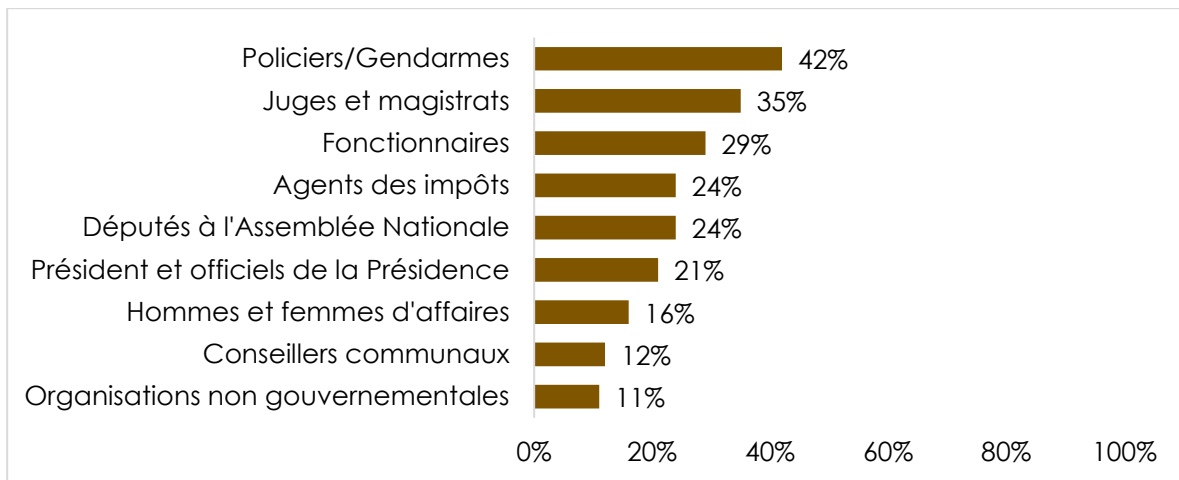
Question posée aux répondants qui ont eu affaire à la police dans d'autres circonstances : Combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de police afin d'éviter des difficultés lors de ce genre de rencontre ? (Les répondants qui n'ont pas eu recours à l'assistance de la police sont exclus.)

Corruption

Compte tenu du nombre de citoyens qui ont personnellement versé des pots-de-vin à la police, il n'est peut-être pas surprenant que la police/gendarmerie soit plus largement perçue comme corrompue que toute autre institution incluse dans l'enquête. Plus de quatre citoyens sur 10 (42%) estiment que « la plupart » ou « tous » les policiers et gendarmes sont corrompus (Figure 15).

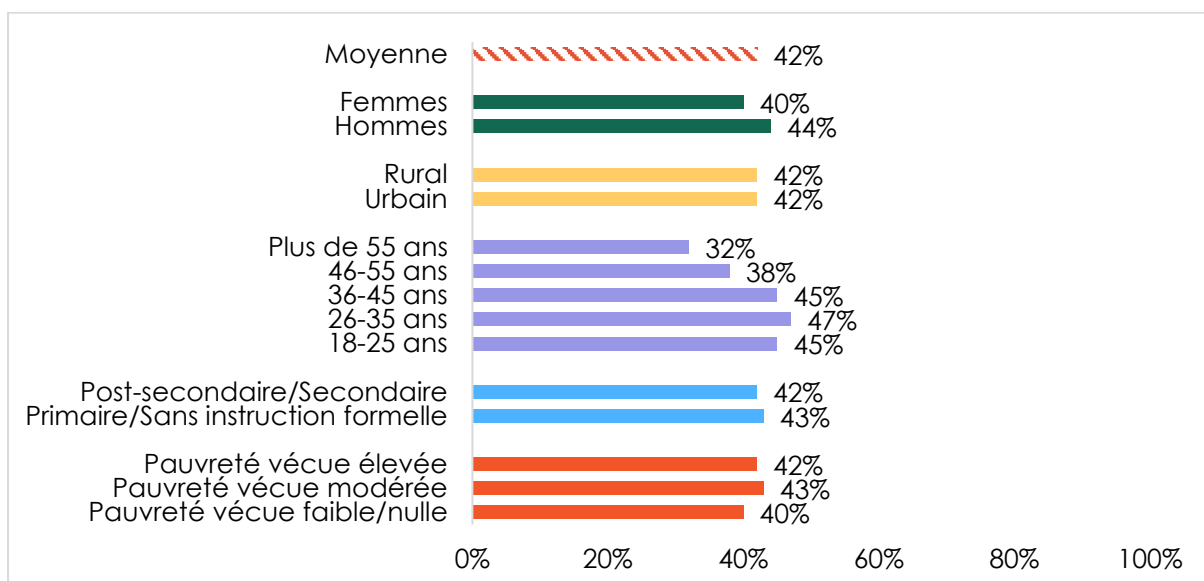
Les personnes plus âgées (32%) perçoivent moins de corruption chez les policiers et gendarmes (Figure 16).

Figure 15 : Corruption perçue au sein des institutions | Madagascar | 2022



Question posée aux répondants : Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui disent « la plupart d'entre eux » ou « tous »)

Figure 16 : Perception que la plupart ou tous les policiers ou gendarmes sont corrompus | par groupe démographique | Madagascar | 2022



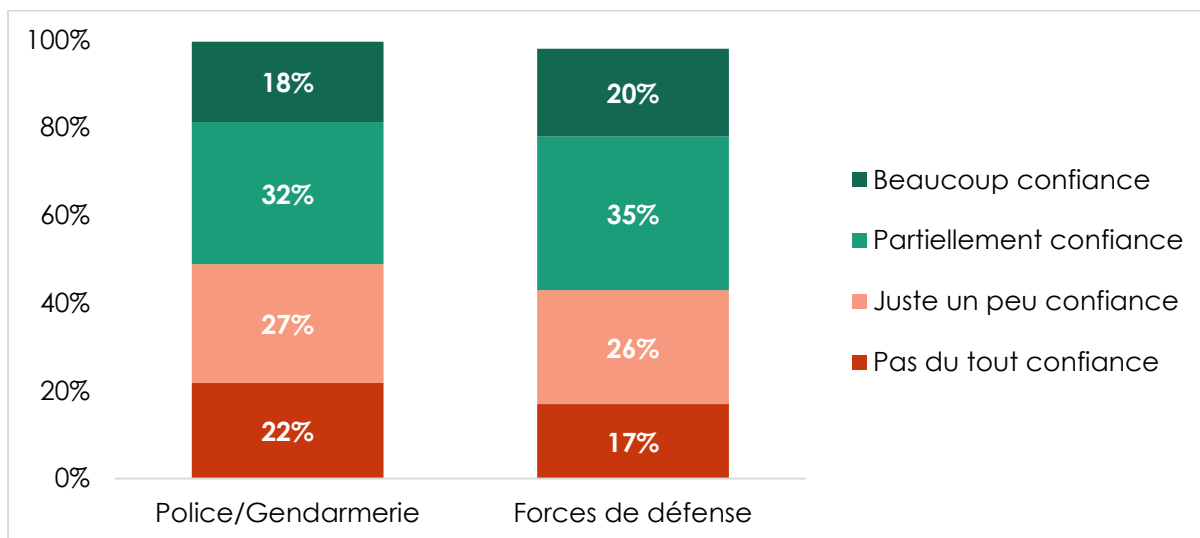
Question posée aux répondants : Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Les policiers ou gendarme ? (% qui disent « la plupart d'entre eux » ou « tous »)

Confiance aux forces de l'ordre

Avec un niveau élevé de corruption perçue en son sein, la police malgache ne bénéficie pas d'une large confiance de la part des citoyens. Seulement la moitié (51%) des Malgaches accordent « partiellement » (32%) ou « beaucoup » (18%) de confiance à la police ou gendarmerie. Plus d'une personne sur cinq (22%) ne leur accordent aucune confiance (Figure 17). En revanche, l'armée malgache bénéficie de la confiance de plus de la moitié (55%) des citoyens.

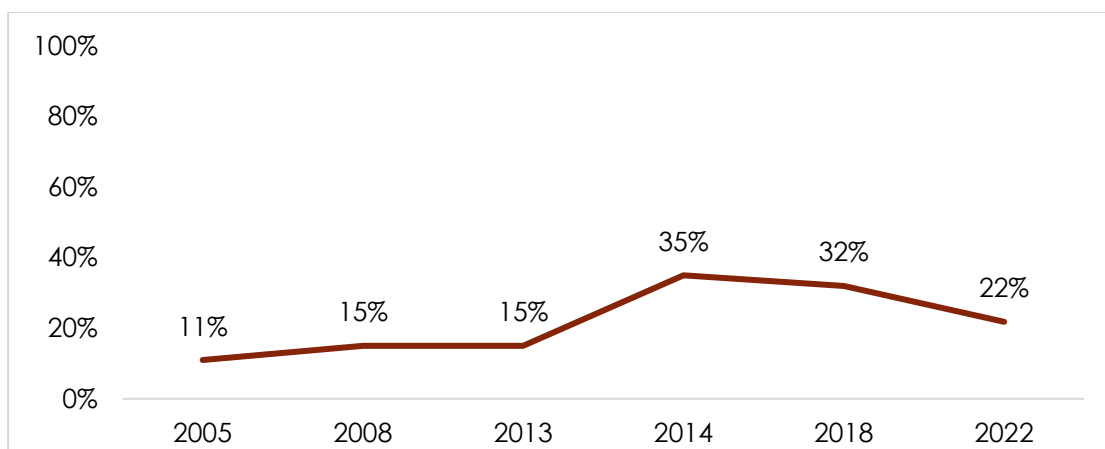
La proportion de répondants qui ne font « pas du tout » confiance à la police ou gendarmerie a doublé depuis 2005, malgré une chute de 13 points de pourcentage entre 2014 (35%) et 2022 (22%) (Figure 18).

Figure 17 : Confiance envers les forces de l'ordre et de défense | Madagascar | 2022



Questions posées aux répondants : A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : La police ou gendarmerie ? Les forces de défense de Madagascar ?

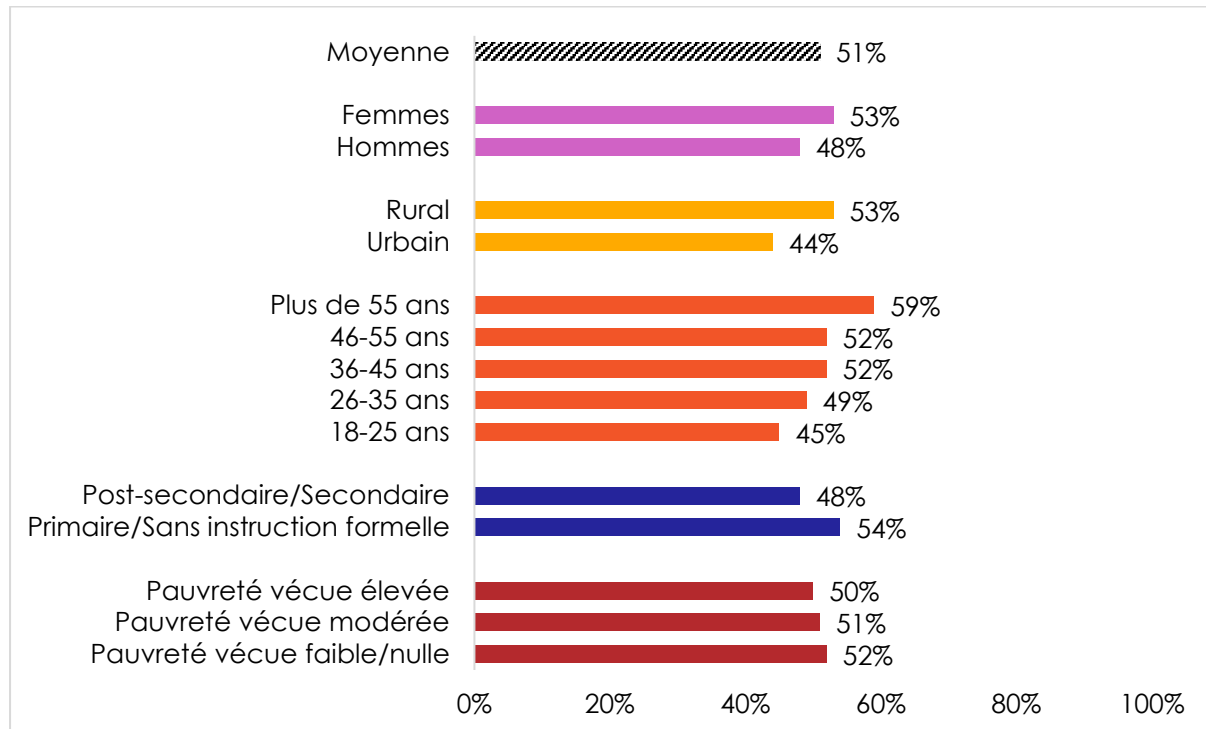
Figure 18 : Manque de confiance en la police ou la gendarmerie | Madagascar | 2005-2022



Question posée aux répondants : A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : La police ou gendarmerie ? (% qui disent « pas du tout confiance »)

La confiance à la police/gendarmerie augmente avec l'âge des répondants, allant de 45% des personnes âgées de 18-25 ans à 59% des personnes âgées de plus de 55 ans qui leur font « partiellement » ou « beaucoup » confiance. Les moins instruits (54%), les ruraux (53%) et les femmes (53%) sont plus enclins de faire confiance à la police/gendarmerie que les plus instruits (48%), les citadins (44%) et les hommes (48%) (Figure 19).

Figure 19 : Confiance envers la police ou la gendarmerie | par groupe démographique | Madagascar | 2022



Question posée aux répondants : A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : La police ou gendarmerie ? (% qui disent « partiellement » ou « beaucoup » confiance).

Conclusion

La faible présence des forces de l'ordre (police et gendarmerie) au niveau des communautés et les contre-performances du gouvernement dans la lutte contre la criminalité nourrissent le sentiment d'insécurité des Malgaches.

Malgré les efforts déployés par les forces de l'ordre malgaches pour redorer leur image, l'usage excessif de violence, l'implication dans des activités illicites ainsi que la corruption de ces derniers sont déplorés par les Malgaches.

Le gouvernement devrait être plus exigeant dans la lutte contre la corruption et renforcer la proximité de la police pour prendre en compte les attentes et les besoins des Malgaches en matière de sécurité.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- Aliénor, C. (2014). Madagascar : Un étudiant tué dans une manifestation. Le Figaro. 15 janvier.
- Amnesty International. (2019). Madagascar, torture et homicides imputables aux forces de sécurité. 26 juin.
- Amnesty International. (2022). Violences policières.
- Athanase. (2022). Abus de pouvoir - Des agents de police attaquent un taxibe. Madagascar Matin.
- Bendhaou, F. (2022). Madagascar/Emeutes meurtrières à Ikongo : L'opposition dénonce un « terrorisme d'Etat ». Anadolu Agency. 1 septembre.
- Bill. (2015). Manifestation estudiantine à Ankatso : Des éléments des forces de l'ordre se sont défoulés contre un étudiant. Madagascar Tribune. 1 septembre.
- Caramel, L. (2022). Agressions, enlèvements et assassinats : A Madagascar, la peur hante les campagnes. Le Monde. 4 septembre.
- Devoir. (2022). 14 civils morts et 28 blessés dans une intervention policière à Madagascar. 30 août.
- Mattes, R. (2020). Pauvreté vécue à la hausse en Afrique : Fin d'une décennie d'amélioration du niveau de vie. Document de Politique No. 62 d'Afrobarometer.
- Na. (2022). Corruption des policiers de la route : Place aux sanctions. Gazette de la Grande Ile. 17 avril.
- Xinhua News. (2019). Trois quarts des Malgaches perçoivent une corruption grandissante dans le pays. 20 février.

Ny Andraina Andriamanantena est consultante au sein du cabinet COEF Ressources à Madagascar. Email : nyaandria.coef@gmail.com.

Manitra Raolonarivo est consultante au sein du cabinet COEF Ressources à Madagascar. Email : manitracoef@gmail.com.

Léa Razafindrazaka Rakotondraibe est le directeur du cabinet COEF Ressources à Madagascar. Email : learakoto@yahoo.fr.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Union Européenne, du National Endowment for Democracy, de la Fondation Mastercard, de l'Agence de Coopération Internationale du Japon (JICA), de l'University of California San Diego, du Centre Mondial du Pluralisme, de la Banque Mondiale, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.



Dépêche No. 572 d'Afrobarometer | 16 novembre 2022